

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29209]

27 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, les articles 3 et 4;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 réformant le régime des mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 4 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juillet 2013;

Vu le protocole n° 635 du Comité de secteur XVI, établi le 31 janvier 2014;

Vu l'avis n° 54.351/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 novembre 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'accord de coopération conclu le 20 septembre 2012 entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne;

Sur proposition du Ministre-Président et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 271/1, § 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 réformant le régime des mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le programme du Certificat interuniversitaire comprend la réalisation par chaque candidat d'un mémoire écrit. Ce mémoire consiste en une étude approfondie d'un cas pratique transversal. Ce cas est préalablement approuvé conjointement par l'Ecole et les universités. ».

Art. 2. Dans l'article 271/4 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 réformant le régime des mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Si le nombre de candidats excède le nombre fixé en application du paragraphe 1^{er}, les candidats présentent un concours consistant en une analyse critique par écrit de situations pratiques. Cette épreuve ne consiste pas en un test de type bac à courrier.

Les épreuves peuvent faire appel à l'utilisation de moyens informatiques ou multimédia. Leur correction peut être automatisée.

Un projet de programme du concours est élaboré par l'Ecole et validé par le Selor. Le programme du concours est ensuite approuvé par le Gouvernement. ».

Art. 3. Dans l'article 271/7 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 réformant le régime des mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er} Pour chaque cycle, un jury de cinq membres est composé par le SELOR, en concertation avec l'Ecole, en vue de l'examen visé au § 2. Ce jury comprend :

- l'Administrateur délégué du SELOR ou son délégué, qui préside le jury;

- deux membres désignés en raison de leur qualité d'experts présentant une compétence incontestable en management ou en ressources humaines et choisis en dehors des services du Gouvernement wallon, des organismes, des services de la Communauté française et des Cabinets ministériels. En cas d'indisponibilité d'un membre ainsi désigné, le SELOR désigne un remplaçant dans une liste qu'il aura établie au début de chaque cycle, comprenant quatre mandataires, titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les services du Gouvernement wallon ou les organismes. »;

- deux mandataires en fonction désignés parmi les titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les services du Gouvernement wallon ou les organismes. En cas d'indisponibilité d'un mandataire ainsi désigné, le SELOR désigne un remplaçant dans une liste qu'il aura établie au début de chaque cycle, comprenant quatre mandataires, titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les services du Gouvernement wallon ou les organismes. »;

2° dans le § 2, les aliéas 2 à 5 sont remplacés par ce qui suit :

« Cet examen consiste en une épreuve orale qui a pour but d'évaluer les aptitudes requises à l'exercice d'une fonction de management.

Le jury délibère sur la réussite des candidats à la majorité des deux tiers des membres présents.

Les candidats ayant réussi l'examen ne font l'objet d'aucun classement et ne se voient attribuer aucune mention.

Les candidats n'ayant pas réussi l'examen peuvent le représenter au plus tôt 1 an après la date de l'examen. ».

Art. 4. Dans l'article 271/8, alinéa 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 réformant le régime des mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International, les 2° à 7° est remplacé par ce qui suit :

« 2° des mandataires en fonction au sein des Services du Gouvernement et des organismes visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur, et ayant fait l'objet d'une mention " très favorable " ou " favorable " lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 du même arrêté;

3° des membres du pool de candidats à l'exercice d'un mandat établi par l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII;

4° des mandataires en fonction au sein de Wallonie-Bruxelles International le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur et qui ont reçu une mention " très favorable " ou " favorable " lors de l'évaluation réalisée par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement;

5° du mandataire en fonction au sein de l'École d'Administration publique le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne et ayant fait l'objet d'une mention " très favorable " ou " favorable " lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 du même arrêté;

6° de l'Administrateur général adjoint du FOREm ayant fait l'objet d'une mention " très favorable " ou " favorable " lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne;

7° de l'Administrateur général adjoint de Wallonie-Bruxelles International ayant fait l'objet d'une mention " très favorable " ou " favorable " lors de l'évaluation réalisée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement. ».

Art. 5. Dans l'article 273 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 réformant le régime des mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International, l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« Durant une période de neuf mois après la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement, chaque membre du pool des candidats peut déposer sa candidature à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des Services du Gouvernement, des organismes, de Wallonie-Bruxelles International ou de l'École d'Administration publique et à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des Services de la Communauté française. ».

Art. 6. Dans l'article 290 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 réformant le régime des mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'ancien mandataire qui n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, qui n'a reçu ni une évaluation défavorable, ni deux évaluations réservées consécutives et qui n'est pas désigné pour un nouveau mandat, perçoit une indemnité de sortie de fonction calculée de la même manière que pour les membres du personnel contractuel. L'indemnité de sortie de fonction est égale, au minimum, à la rémunération du mandataire pour une période de 6 mois s'il a effectué un seul mandat, et à la rémunération du mandataire pour une période de 12 mois s'il a effectué plus d'un mandat. Il bénéficiera également d'un outplacement. Le mandataire non reconduit visé par le présent alinéa conserve la qualité de membre du pool des candidats à une fonction de mandat. ».

Art. 7. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 réformant le régime des mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. § 1^{er}. En 2014, les mandataires occupant un emploi au sein de l'organisme, et en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont évalués par le nouveau Gouvernement installé à la suite du renouvellement du Parlement.

L'article 264 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International est applicable à la procédure d'évaluation visée à l'alinéa 1^{er}, moyennant les adaptations suivantes. Des rapports d'évaluation motivés doivent être adressés au nouveau Gouvernement dans les quinze jours de la demande adressée par le Ministre de la Fonction publique. Ces rapports sont établis, pour chaque mandataire, respectivement par l'intéressé lui-même et par le fonctionnaire général dirigeant. Le deuxième rapport d'évaluation est établi par le Gouvernement en fonction lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté ou par l'organe de gestion de l'organisme, s'il en dispose d'un. Ce deuxième rapport d'évaluation est notifié au mandataire, qui, sans pouvoir demander à être entendu, dispose d'un délai de huit jours pour faire valoir, par écrit, ses observations. La proposition d'évaluation est faite par le nouveau Gouvernement et est notifiée au mandataire dans le mois de l'échéance de ce délai de huit jours. Dans les huit jours de la notification de la proposition d'évaluation autre que très favorable ou favorable par le Ministre de la Fonction publique, le mandataire peut introduire un recours auprès de la chambre de recours des fonctionnaires généraux et peut demander à être entendu. La chambre de recours rend son avis et le notifie dans les quinze jours de sa saisine. L'évaluation est adoptée par le nouveau Gouvernement dans le mois de la réception de cet avis.

Le deuxième rapport d'évaluation comprend les constats et appréciations du Gouvernement sortant sur la façon dont le mandataire a rempli sa mission et atteint ou non ses objectifs. Il ne comprend pas de proposition de mention d'évaluation.

Le nouveau Gouvernement procède à l'évaluation en attribuant une mention d'évaluation. Pour ce faire, il s'appuiera sur les éléments suivants :

- la lettre de mission du mandataire évalué;
- le plan opérationnel;
- le rapport d'évaluation établi par le mandataire lui-même;
- le rapport d'évaluation rédigé par le Gouvernement sortant;
- les éventuelles remarques fournies par le mandataire évalué sur ce rapport d'évaluation rédigé par le gouvernement sortant.

Par dérogation à l'alinéa 3 du présent paragraphe, le fonctionnaire dirigeant de rang le plus élevé peut introduire un recours auprès de la chambre de recours des fonctionnaires généraux, également en cas d'évaluation favorable, et peut demander à être entendu.

Par dérogation à l'alinéa 4 du présent paragraphe, pour le fonctionnaire dirigeant de rang le plus élevé, le deuxième rapport, rédigé par le Gouvernement sortant comporte une proposition de mention d'évaluation.

§ 2. L'évaluation visée au § 1^{er} peut donner lieu à l'attribution des mentions suivantes :

1° " très favorable " : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel auront soit été réalisés suffisamment et dans les délais prévus quantitativement et qualitativement, soit n'auront pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus quantitativement ou qualitativement mais qu'il apparaît, sur la base des éléments de justification présentés par le mandataire, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou indépendantes de lui-même. Il faudra, en outre, que le mandataire ait suffisamment contribué à l'établissement d'une relation de confiance avec le Gouvernement, ait fait preuve d'innovation et d'initiative, et ait suffisamment contribué au rayonnement de son service;

2° " favorable " : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel auront soit été réalisés suffisamment et dans les délais prévus quantitativement et qualitativement, soit n'auront pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus quantitativement ou qualitativement, mais qu'il apparaît, sur la base des éléments de justification présentés par le mandataire, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou indépendantes de lui-même;

3° " réservée " : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel n'auront été que trop partiellement réalisés quantitativement ou qualitativement, ou n'auront pas été réalisés dans les délais prévus;

4° " défavorable " : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel n'auront été qu'insuffisamment réalisés quantitativement ou qualitativement, ou n'auront pas été réalisés dans les délais prévus.

§ 3. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation très favorable est automatiquement versé dans le pool des candidats visé à l'article 341/8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel qu'inséré par le présent arrêté. Il est, à sa demande, automatiquement reconduit dans son mandat. Au terme de ce nouveau mandat, s'il dispose d'une expérience professionnelle de 20 ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui de la fonction qu'il exerçait dans le cadre de ce mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire. S'il ne bénéficie pas des années d'expérience requises et qu'il n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 290.

§ 4. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation favorable est automatiquement versé dans le pool des candidats visé à l'article 341/8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel qu'inséré par le présent arrêté. Il peut, à l'occasion de la première application du présent arrêté, poser sa candidature à tout emploi à pourvoir par mandat déclaré vacant. Au terme de ce nouveau mandat, s'il dispose d'une expérience professionnelle de 20 ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui de la fonction exercée dans le cadre de ce mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire.

Si après avoir déposé sa candidature, à l'occasion de la première application du présent arrêté, il n'est pas désigné pour un nouveau mandat, et qu'il dispose d'une expérience de 20 ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur, à celui qu'il occupait lors de son dernier mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire. Il se voit confier une mission en rapport avec son rang par le Gouvernement.

S'il ne bénéficie pas des années d'expérience requises et qu'il n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 290.

§ 5. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation réservée ne peut, à l'occasion de la première application du présent arrêté, être désigné pour exercer par mandat l'emploi qu'il occupait jusqu'alors, ou un emploi de rang supérieur.

S'il n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 290.

§ 6. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation défavorable ne peut être désigné dans un emploi à pourvoir par mandat à l'occasion de la première application du présent arrêté ni exercer un tel emploi avant le 31 décembre 2019.

§ 7. Lorsqu'en application du § 3, un mandataire est reconduit dans le même emploi, la déclaration de vacance est retirée de plein droit. ».

Art. 8. § 1^{er} L'article 2 du présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 réformant le régime des mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International.

§ 2. Les articles 4 à 6 du présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Art. 9. Le Ministre-Président et le Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 27 mars 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

27 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International

Le 13 février 2013, paraissait au *Moniteur belge* l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International.

Le présent arrêté prévoit le remplacement d'une série de dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 13 décembre 2012, sans en modifier le contenu, permettant ainsi que ces dispositions, à l'état de projet, soient soumises aux formalités décrites à l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Dans un souci de sécurité juridique et afin de garantir la légalité des actes dérivés pris en application des dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 13 décembre 2012 modifiées par le présent arrêté, il est prévu que l'article 2 du présent arrêté qui adopte une nouvelle fois, sans le modifier, le paragraphe 2 l'article 271/4 précité, entre en vigueur au même moment que la disposition correspondante de l'arrêté du Gouvernement du 13 décembre 2012 précité. L'entrée en vigueur de l'article 2 ainsi fixée n'interfère dans la solution d'aucun litige portant sur la participation au concours d'accès précité, en manière telle que cette mesure préserve les droits individuels des personnes s'étant portées candidates au premier cycle en question.

Il s'y ajoute, en pratique, qu'à l'occasion de l'organisation du premier et du deuxième cycle du Certificat de management, le nombre de personnes souhaitant prendre part à la formation dispensée dans le cadre du Certificat de management public était plus important que le nombre de places disponibles, en manière telle qu'un concours d'accès à cette formation a été organisé à chaque fois. Aucune des personnes souhaitant prendre part à la formation dispensée dans le cadre du premier et du deuxième cycle du Certificat de management public ne pourrait donc regarder l'adoption, au travers de l'arrêté en projet, de l'article 271/4, § 2, avec un effet rétroactif, comme étant de nature à le priver d'un droit d'accès inconditionnel à ladite formation.

AVIS 54.351/2 DU 25 NOVEMBRE 2013 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE MODIFIANT L'ARRETE DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE DU 13 DECEMBRE 2012 REFORMANT LE REGIME DE MANDATS DES FONCTIONNAIRES GENERAUX DE WALLONIE-BRUXELLES INTERNATIONAL

Le 23 octobre 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 25 novembre 2013.

La chambre était composée de Yves Kreins, président de chambre, Pierre Vandernoot et Martine Baguet, conseillers d'Etat, Christian Behrendt et Jacques Englebert, assesseurs, et Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves Delval, auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 novembre 2013.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observation générale

L'arrêté en projet « prévoit le remplacement d'une série de dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 13 décembre 2012, sans en modifier le contenu, permettant ainsi que ces dispositions, à l'état de projet, soient soumises aux formalités décrites à l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités et les syndicats des agents relevant de ces autorités ».

La section de législation du Conseil d'Etat a donné deux avis — l'avis 51.670/2/V donné le 6 août 2012 et l'avis 52.214/2 donné le 7 novembre 2012 — sur les projets devenus l'arrêté précité du 13 décembre 2012 et dont certaines dispositions sont reprises dans le projet examiné.

Lorsque la section de législation du Conseil d'Etat a donné un avis, elle a épuisé sa compétence sur les dispositions examinées et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur celles-ci si elles demeurent inchangées, n'ont pas subi de modification substantielle ou ont été revues pour tenir compte des observations faites dans l'avis. Dans ce dernier cas, le Conseil d'Etat ne se prononce pas sur la question de savoir si ces observations ont ou non été correctement suivies.

Il y a donc lieu de limiter le présent avis aux dispositions du projet qui, sans résulter des observations formulées dans les avis 51.670/2/V et 52.214/2 précités, sont nouvelles par rapport aux projets ayant fait l'objet de ces avis.

Seuls les articles 6, § 1^{er}, *partim*, en projet – article 7 du projet –, et l'article 8 du projet déterminant son entrée en vigueur ont donc été examinés dans le présent avis.

Formalités préalables

1. Le dossier joint à la demande d'avis ne contient ni l'avis de l'Inspecteur des Finances ni l'accord du ministre du Budget ni l'accord du ministre de la Fonction publique visés au préambule. Il appartient dès lors aux auteurs du projet de s'assurer du parfait accomplissement de ces formalités préalables.

2. A la présente demande d'avis est joint le protocole n° 614 du Comité de secteur n° XVI du 20 septembre 2013 concernant le projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International', sur lequel le Conseil d'Etat a donné ce jour l'avis 54.350/2.

Il ne ressort pas du dossier de demande d'avis que le projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française faisant l'objet de la présente demande d'avis ait été soumis à la négociation syndicale au sein du Comité de secteur n° XVI. La circonstance que les dispositions de ce projet soient identiques à celles du projet d'arrêté du Gouvernement wallon au sujet duquel le protocole n° 614 mentionné ci-dessus a été établi ne dispense pas le Gouvernement de l'obligation de soumettre également le présent projet à la négociation syndicale au sein du Comité de secteur n° XVI.

L'auteur du projet veillera à ce que le projet au sujet duquel le présent avis est donné soit soumis à la négociation syndicale au sein du Comité de secteur n° XVI avant qu'il ne soit procédé à l'adoption de ce projet.

Examen du projet

Intitulé

Le projet examiné modifie également l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 'fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international'. L'intitulé sera modifié en conséquence.

Préambule

1. Il y a lieu de revoir le visa mentionnant l'accord de coopération du 20 septembre 2012. S'il est cité à titre de fondement juridique, il faut en préciser la ou les dispositions qui procurent un fondement juridique au projet. Dans le cas contraire, il faut le citer sous la forme d'un considérant.

2. Il faut écrire « l'avis de l'Inspecteur des Finances » au lieu de « l'avis de l'Inspection des Finances ».

3. Le visa mentionnant l'avis de l'Inspecteur des Finances sera déplacé afin de citer les formalités préalables par ordre chronologique en commençant par la plus ancienne.

Dispositif

Article 8

L'article 8 du projet prévoit que le projet examiné, sauf les dispositions énumérées au second paragraphe, entre en vigueur à la date de la publication de l'arrêté précité du 13 décembre 2012, c'est-à-dire le 21 février 2013 date à laquelle les dispositions identiques de cet arrêté sont entrées en vigueur.

La non-rétroactivité des arrêtés est de règle, en vertu d'un principe général de droit. Elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels (1).

Selon le projet de rapport au Gouvernement, la rétroactivité en projet est justifiée par un souci de sécurité juridique et afin de garantir la légalité des actes dérivés pris en application des dispositions de cet arrêté. L'auteur du projet doit pouvoir justifier que ces raisons sont suffisantes compte tenu notamment que la rétroactivité en projet aura par ailleurs pour effet d'influencer la solution du litige en cours devant la section du contentieux administratifs du Conseil d'Etat à l'encontre de l'arrêté précité du 13 décembre 2012.

Le greffier,
A.-C. Van Geersdaele.

Le président,
Y. Kreins.

Note

(1) *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 211.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29209]

27 MAART 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International" en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International"

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", de artikelen 3 en 4;

Gelet op het decreet van 9 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", opgemaakt op 20 maart 2008;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International";

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International";

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 juli 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 4 juli 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 4 juli 2013;

Gelet op het protocol nr. 635 van het Comité van sector XVI, opgemaakt op 31 januari 2014;

Gelet op het advies nr. 54.351/2 van de Raad van State, gegeven op 25 november 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende het samenwerkingsakkoord betreffende het getuigschrift van overheidsmanagement voor de toegang tot de betrekkingen onder regeling van de mandaten bij de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, op 20 september 2012 tussen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap gesloten;

Op de voordracht van de Minister-President en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 271/1, § 4, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International", ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International", wordt het derde lid vervangen als volgt :

"Het programma van het interuniversitair getuigschrift omvat de verwezenlijking door elke kandidaat van een scriptie. Die scriptie heeft betrekking op de grondige studie van een transversaal praktisch geval. Dat geval wordt gezamenlijk door de School en de universiteiten vooraf goedgekeurd."

Art. 2. In artikel 271/4 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International", wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

"§ 2. Indien het aantal kandidaten hoger ligt dan het aantal dat wordt vastgesteld met toepassing van paragraaf 1, leggen de kandidaten een vergelijkend examen af, bestaande in een schriftelijke kritische analyse van praktische toestanden. Die proef is geen test van het type "postbak".

Voor de proeven kunnen informatica- of multimediamiddelen worden gebruikt. De correctie kan worden geautomatiseerd.

Een ontwerp van programma van het vergelijkend examen wordt door de School opgesteld en door Selor bekrachtigd. Het programma van het vergelijkend examen wordt dan door de Regering goedgekeurd."

Art. 3. In artikel 271/7 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International", worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Voor elke cyclus wordt een examencommissie van vijf leden door Selor samengesteld, in overleg met de school, met het oog op het examen bedoeld in § 2. Die examencommissie is samengesteld uit :

de afgevaardigde bestuurder van Selor of diens afgevaardigde, die de examencommissie voorzigt;

twee leden, aangesteld op grond van hun hoedanigheid van deskundigen die een onbetwistbare bekwaamheid inzake management of human resources vertonen en die worden gekozen buiten de diensten van de Waalse Regering, de instellingen, de diensten van de Franse Gemeenschap en de ministeriële kabinetten. Als een aldus aangesteld lid niet beschikbaar is, stelt Selor een vervanger aan uit een lijst die hij op het begin van elke cyclus zal hebben opgesteld, samengesteld uit vier leden die dezelfde hoedanigheden als de werkende leden hebben;

twee mandaathouders die in functie zijn en die worden aangesteld uit de titularissen van een betrekking van rang 17, 16+ of 16 in de diensten van de Franse Gemeenschap of van een betrekking van rang A1 of A2 in de diensten van de Waalse Regering of de instellingen. Als een aldus aangestelde mandaathouder niet beschikbaar is, stelt Selor een vervanger aan uit een lijst die hij op het begin van elke cyclus zal hebben opgesteld, samengesteld uit vier mandaathouders, titularis van een betrekking van rang 17, 16+ of 16 in de diensten van de Franse Gemeenschap of van een betrekking van rang A1 of A2 in de diensten van de Waalse Regering of de instellingen."

2° in § 2, wordt het tweede tot vijfde lid vervangen als volgt :

"Dat examen bestaat in een mondelinge proef die tot doel heeft de vaardigheden te evalueren die vereist zijn voor de uitoefening van een managementsambt.

De examencommissie beraadslaagt en beslist over het slagen van de kandidaten met een meerderheid van tweederde van de aanwezige leden.

De kandidaten die voor het examen geslaagd zijn, worden in geen rangschikking opgenomen en krijgen geen vermelding toegekend.

De kandidaten die voor het examen niet geslaagd zijn, kunnen het ten vroegste één jaar na de datum van het examen opnieuw afleggen.”.

Art. 4. In artikel 271/8, derde lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International", worden de punten 2° tot 7° vervangen als volgt :

2° de mandaathouders die in functie zijn binnen de diensten van de Regering en van de instellingen bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarenencode op de dag van de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren of voor wie de betrekking vacant werd verklaard en de procedure voor de werving op de dag van die inwerkingtreding werd opgestart, en die de vermelding "zeer gunstig" of "gunstig" hebben gekregen bij de evaluatie die met toepassing van artikel 10 van dat besluit werd uitgevoerd;

3° leden van de pool van kandidaten voor de uitoefening van een mandaat vastgesteld door artikel 14 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII^e ressorteren;

4° mandaathouders die in "Wallonie-Bruxelles-International" in functie zijn op de dag van de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering en van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles-International" of voor wie de betrekking vacant werd verklaard en de procedure voor de werving op de dag van die inwerkingtreding werd opgestart, en die de vermelding "zeer gunstig" of "gunstig" hebben gekregen bij de evaluatie uitgevoerd door de Regering die na de installatie van het Parlement werd samengesteld;

5° de mandaathouder die in de School voor overheidsbestuur in functie is op de dag van de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en die de vermelding "zeer gunstig" of "gunstig" hebben gekregen bij de evaluatie die met toepassing van artikel 10 van hetzelfde besluit werd uitgevoerd;

6° de adjunct-administrateur-generaal van Forem die de vermelding "zeer gunstig" of "gunstig" heeft gekregen bij de evaluatie die werd uitgevoerd met toepassing van artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Waalse Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

7° de adjunct-administrateur-generaal van "Wallonie-Bruxelles-International" die de vermelding "zeer gunstig" of "gunstig" heeft gekregen bij de evaluatie die met toepassing van het besluit van de Waalse Regering en van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles-International" werd uitgevoerd door de Regering die na de installatie van het Parlement werd samengesteld.”.

Art. 5. In artikel 273 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International", wordt het eerste lid van paragraaf 2 vervangen als volgt :

“Gedurende een periode van 9 maanden na de eedaflegging van de leden van de Regering die onmiddellijk volgt op de vernieuwing van het Parlement, kan ieder lid van de kandidatenpool zijn kandidatuur voor hoogstens vier betrekkingen indienen die bij mandaat toe te kennen zijn binnen de diensten van de Regering, de instellingen, "Wallonie-Bruxelles International" of de School voor Overheidsbestuur, en voor hoogstens vier betrekkingen die bij mandaat binnen de Diensten van de Franse Gemeenschap toe te kennen zijn.”.

Art. 6. In artikel 290 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International", wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

“§ 2. De vroegere mandaathouder die geen ambtenaar van de diensten van de Regering of van een instelling is of die geen verlof geniet dat hem toegang tot zijn vroegere betrekking verschaft, die geen evaluatie "ongunstig" of niet twee opeenvolgende evaluaties "met voorbehoud" heeft gekregen en die niet tot een nieuw mandaat wordt aangesteld, ontvangt een vergoeding voor de uittreding uit het ambt die op dezelfde wijze als voor de contractuele personeelsleden wordt berekend. De vergoeding voor de uittreding uit het ambt is minstens gelijk aan de bezoldiging van de mandaathouder voor een periode van 6 maanden als hij één enkel mandaat heeft uitgeoefend, en aan de bezoldiging van de mandaathouder voor een periode van 12 maanden, als hij meer dan één mandaat heeft uitgeoefend. Hij zal ook een outplacement genieten. De bij dit lid bedoelde mandaathouder wiens mandaat niet hernieuwd wordt, behoudt de hoedanigheid van lid van de pool van de kandidaten voor een mandaatambt.”.

Art. 7. Artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International", wordt vervangen als volgt :

“Art. 6. § 1. In 2014 worden de mandaathouders die een betrekking binnen de instelling bekleden en die in functie zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, geëvalueerd door de nieuwe Regering die na de vernieuwing van het Parlement wordt geïnstalleerd.

Artikel 264 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International" is toepasselijk op de evaluatieprocedure bedoeld in het eerste lid, mits de volgende aanpassingen. Met redenen omklede evaluatieverslagen moeten worden gericht aan de nieuwe Regering binnen veertien dagen na de aanvraag die door de Minister van Ambtenarenzaken werd gericht. Die verslagen worden, voor elke mandaathouder, respectief door de betrokkene zelf en door de secretaris-generaal of de leidende ambtenaar opgesteld. Het tweede evaluatieverslag wordt respectief door de Regering die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in functie is of door het beheersorgaan van de instelling opgesteld. Dat tweede evaluatieverslag wordt aan de mandaathouder meegedeeld, die, zonder te kunnen vragen om te worden gehoord, over een termijn van acht dagen beschikt om zijn opmerkingen schriftelijk te laten kennen. Het evaluatievoorstel wordt door de nieuwe Regering gedaan en aan de mandaathouder

meegedeeld binnen de maand waarin die termijn van acht dagen verstrijkt. Binnen de acht dagen na de kennisgeving van een andere evaluatie dan de evaluatie “zeer gunstig” of “gunstig” door de Minister van Ambtenarenzaken, kan de mandaathouder een beroep indienen bij de raad van beroep voor ambtenaren-generaal en vragen om te worden gehoord. De raad van beroep brengt zijn advies uit en deelt dit mee binnen een termijn van veertien dagen nadat dit advies hem werd aangevraagd. De evaluatie wordt door de nieuwe Regering binnen de maand na de ontvangst van dat advies goedgekeurd.

Het tweede evaluatieverslag omvat de vaststellingen en de beoordeling door de uittredende Regering van de wijze waarop de mandaathouder zijn opdracht heeft vervuld en zijn doelstellingen al dan niet heeft bereikt. Het houdt geen voorstel van evaluatievermelding in.

De nieuwe Regering voert de evaluatie uit door een evaluatievermelding toe te kennen. Daartoe steunt ze op de volgende gegevens :

het opdrachtenblad van de geëvalueerde mandaathouder;

het operationeel plan;

het evaluatieverslag dat door de mandaathouder zelf wordt opgemaakt;

het evaluatieverslag dat wordt opgemaakt door de uittredende Regering;

de eventuele opmerkingen die door de geëvalueerde mandaathouder worden voorgelegd over dat evaluatieverslag dat door de uittredende Regering wordt opgesteld.

In afwijking van het derde lid van deze paragraaf, kan de ambtenaar-generaal met de hoogste graad een beroep indienen bij de raad van beroep bedoeld voor ambtenaren-generaal ook in geval van een gunstige evaluatie, en kan hij vragen om te worden gehoord.

In afwijking van het vierde lid van deze paragraaf, voor de ambtenaar-generaal met de hoogste graad, omvat het tweede verslag, opgemaakt door de uittredende Regering, een voorstel van evaluatievermelding.

§ 2. De evaluatie bedoeld in § 1 kan aanleiding geven tot de toekenning van de volgende vermeldingen :

1° “zeer gunstig” : wanneer de strategische en operationele doelstellingen, die in het operationele plan vermeld zijn, op voldoende wijze en binnen de bepaalde termijn, zowel kwantitatief als kwalitatief, werden verwezenlijkt, ofwel niet voldoende of niet binnen de gestelde termijn kwantitatief of kwalitatief werden verwezenlijkt, maar, op grond van de door de mandaathouder voorgestelde verantwoordingsgegevens, blijkt dat die toestand voortvloeit uit onvoorspelbare omstandigheden of omstandigheden die niet aan hem toe te schrijven zijn. De mandaathouder moet bovendien voldoende hebben bijgedragen tot het opbouwen van een vertrouwensrelatie met de Regering, blijk heeft gegeven van innovatie en initiatief, en voldoende heeft bijgedragen tot de uitstraling van zijn dienst;

2° “gunstig” : wanneer de strategische en operationele doelstellingen die in het operationeel plan vermeld zijn, op voldoende wijze en binnen de bepaalde termijn, zowel kwantitatief als kwalitatief, werden verwezenlijkt, ofwel niet voldoende of niet binnen de gestelde termijn kwantitatief of kwalitatief werden verwezenlijkt, maar, op grond van de door de mandaathouder voorgestelde verantwoordingsgegevens, blijkt dat die toestand voortvloeit uit onvoorspelbare omstandigheden of omstandigheden die niet aan hem toe te schrijven zijn;

3° “met voorbehoud” : wanneer de strategische en operationele doelstellingen die in het operationeel plan te gedeeltelijk kwantitatief of kwalitatief, of niet binnen de gestelde termijn werden verwezenlijkt;

4° “ongunstig” : wanneer de strategische en operationele doelstellingen die in het operationeel plan kwantitatief of kwalitatief op onvoldoende wijze of niet binnen de gestelde termijn werden verwezenlijkt.

§ 3. De mandaathouder aan wie, met toepassing van § 1, een evaluatie “zeer gunstig” wordt toegekend, wordt automatisch opgenomen in de kandidatenpool bedoeld in artikel 341/8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, zoals ingevoegd bij dit besluit. Zijn mandaat wordt, op zijn aanvraag, automatisch hernieuwd. Op het einde van dat nieuwe mandaat, als hij een beroepservaring van 20 jaar in de privé-sector of in de openbare sector heeft, wordt hij in vast verband benoemd in een graad van de onmiddellijk lagere rang dan die van het ambt dat hij in het kader van dat mandaat uitoefende, voor zover hij geen benoeming in een hogere graad genoot voordat hij tot mandaathouder werd aangesteld. Als de mandaathouder niet de vereiste ervaringsjaren heeft en hij geen ambtenaar van de diensten van de Regering is of hij geen verlof geniet waarbij hij zijn vroegere betrekking opnieuw kan bekleden, geniet hij de voordelen bepaald in artikel 290.

§ 4. De mandaathouder aan wie, met toepassing van § 1, een evaluatie “gunstig” wordt toegekend, wordt automatisch opgenomen in de kandidatenpool bedoeld in artikel 341/8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, zoals ingevoegd bij dit besluit. Hij kan, bij de eerste toepassing van dit besluit, zich kandidaat stellen voor elke vacant verklaarde betrekking die bij mandaat toe te kennen is. Op het einde van dat nieuwe mandaat, als hij een beroepservaring van 20 jaar in de privé-sector of in de openbare sector heeft, wordt hij in vast verband benoemd in een graad van de onmiddellijk lagere rang dan die van het ambt dat hij in het kader van dat mandaat uitoefende, voor zover hij geen benoeming in een hogere graad genoot voordat hij tot mandaathouder werd benoemd.

Indien hij, nadat hij zijn kandidatuur heeft ingediend, bij de eerste toepassing van dit besluit, niet tot een nieuw mandaat wordt aangesteld, en hij een beroepservaring van 20 jaar in de privé-sector of in de openbare sector heeft, wordt hij in vast verband benoemd in een graad van de onmiddellijk lagere rang dan die van het ambt dat hij in het kader van zijn laatste mandaat uitoefende, voor zover hij geen benoeming in een hogere graad genoot voordat hij tot mandaathouder werd aangesteld. Hem wordt door de Regering een opdracht toegekend in verband met zijn rang.

Als de mandaathouder niet de vereiste ervaringsjaren heeft en hij geen ambtenaar van de diensten van de Regering is of hij geen verlof geniet waarbij hij zijn vroegere betrekking opnieuw kan bekleden, geniet hij de voordelen bepaald in artikel 290.

§ 5. De mandaathouder aan wie, met toepassing van § 1, de evaluatie “met voorbehoud” wordt toegekend, kan, bij de eerste toepassing van dit besluit, niet worden aangesteld om de betrekking die hij tot nu toe bekleedde of een betrekking van de hogere rang te bekleden.

Als de mandaathouder geen ambtenaar van de diensten van de Regering is of hij geen verlof geniet waarbij hij zijn vroegere betrekking opnieuw kan bekleden, geniet hij de voordelen bepaald in artikel 290.

§ 6. De mandaathouder aan wie, met toepassing van § 1, de evaluatie “ongunstig” wordt toegekend, kan niet worden aangesteld tot een betrekking die bij mandaat toe te kennen is bij de eerste toepassing van dit besluit en kan een dergelijke betrekking niet vóór 31 december 2019 bekleden.

§ 7. Wanneer een mandaathouder, met toepassing van § 3, dezelfde betrekking opnieuw mag bekleden, wordt de vacantverklaring van rechtswege ingetrokken.”.

Art. 8. § 1. Artikel 2 van dit besluit treedt in werking de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International",

§ 2. De artikelen 4 tot 6 van dit besluit treden in werking op 1 juli 2014.

Art. 9. De Minister-President en de Minister van Ambtenarenzaken worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 maart 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202022]

27 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 9 et 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE);

Considérant le plan national climat du 14 novembre 2002 et le décret du 13 novembre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'établissement, l'exécution et le suivi d'un Plan national Climat ainsi que l'établissement de rapports, dans le cadre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto, conclu à Bruxelles le 14 novembre 2002;

Considérant le plan d'environnement pour un développement durable, approuvé par le Gouvernement wallon le 9 mars 1995;

Considérant qu'il convient de soutenir les programmes visant à améliorer l'efficacité énergétique des entreprises et d'accroître la part des sources renouvelables d'énergie dans le bilan d'énergie primaire de la Wallonie;

Considérant la mise en place avec des fédérations professionnelles d'accords de branche visant principalement à améliorer l'efficacité énergétique de ces secteurs, à les sensibiliser à investir dans les énergies renouvelables et à réduire leur impact environnemental au-delà du périmètre de leur activité intrinsèque;

Considérant qu'il est important de soutenir l'aide à la décision au sein des entreprises, en vue de leur permettre de mieux gérer leurs dépenses énergétiques;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 septembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 octobre 2013;

Vu l'avis 54.595/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 2014, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE et la Directive 2009/28/CE du Parlement européen du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o Ministre : le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

2^o entreprise : toute personne morale du secteur privé;

3^o Administration : le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département de l'Energie et du Bâtiment durable;

4^o accord de branche : convention environnementale au sens de l'article D.82 du Code de l'Environnement relative à la réduction des émissions spécifiques de gaz à effet de serre et à l'amélioration de l'efficacité énergétique;

5^o déclaration d'intention : document signé par une entreprise au travers duquel cette entreprise déclare son intention d'adhérer à un accord de branche à conclure ou déjà conclu;

6^o source d'énergies renouvelables : toute source d'énergie, autre que les combustibles fossiles et les matières fissiles, dont la consommation ne limite pas son utilisation future, notamment l'énergie hydraulique, l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie géothermique et la biomasse;

7^o énergie finale : énergie facturée par un fournisseur;

8^o énergie primaire : énergie résultant de l'application aux énergies finales d'un facteur de conversion conforme à l'annexe 5, en vue de les exprimer dans une même unité physique permettant de les comparer;

9^o comptabilité énergétique : un système de comptabilité des flux énergétiques conforme au cahier de charges minimal de l'annexe 1^{re};